

**Motion de censure proposant que
l'Assemblée retire sa confiance au
gouvernement pour son refus de tenir
une enquête publique sur l'industrie
de la construction, l'octroi de contrats,
de permis et de subventions et le
financement des partis politiques**

La Vice-Présidente (Mme Houda-Pepin): Aux affaires prioritaires, à l'article 1 du feuillet, Mme la chef de l'opposition officielle présente, en vertu de l'article 304 du règlement, une motion de censure qui se lit comme suit:

«Que l'Assemblée nationale du Québec retire sa confiance au gouvernement libéral et à son premier ministre pour son refus obstiné de déclencher une enquête publique et indépendante sur l'ensemble des allégations liées à l'industrie de la construction, à l'octroi de contrats gouvernementaux, de permis ou de subventions ainsi que sur le financement des partis politiques.»

Avant de procéder au débat sur la motion de censure présentée par Mme la chef de l'opposition officielle, nous allons suspendre quelques instants afin que je puisse réunir les leaders pour établir la répartition des temps de parole de ces débats.

Je suspends donc quelques instants.

(Suspension de la séance à 12 h 15)

(Reprise à 12 h 18)

La Vice-Présidente (Mme Houda-Pepin): Alors, nous reprenons donc la séance.

À la suite de la réunion tenue avec les leaders, je vous avise que la répartition du temps de parole établie pour la durée de ce débat se répartit comme suit: l'auteur de la motion disposera d'un droit de réplique de 10 minutes; une minute sera allouée au député de Mercier; 36 secondes seront allouées à chacun des députés indépendants; 1 min 30 s sera allouée aux députés du deuxième groupe d'opposition; le reste du temps sera partagé également entre le groupe parlementaire formant le gouvernement et le groupe parlementaire formant l'opposition officielle.

Dans ce cadre, le temps non utilisé par le député indépendant ou par les députés du deuxième groupe d'opposition sera redistribué également entre le groupe parlementaire formant le gouvernement et le groupe parlementaire formant l'opposition officielle; et le temps non utilisé par le groupe parlementaire formant le gouvernement ira au groupe parlementaire formant l'opposition officielle, et vice versa; et les interventions ne seront soumises à aucune limite de temps.

Mme la chef de l'opposition officielle.

Mme Pauline Marois

Mme Marois: Merci, Mme la Présidente. Alors, Mme la Présidente, le geste que nous posons aujourd'hui, il est très lourd de sens. Une motion de censure présentée au dernier jour de la session, est-ce qu'on a déjà vu ça dans cette Assemblée? Une situation exceptionnelle qui commande des moyens exceptionnels. Et la situation que nous vivons, malheureusement elle est exceptionnelle, et pas dans le bon sens.

**** (12 h 20) ****

Ça a été une session parlementaire très difficile, difficile pour le gouvernement, qui, au-delà des questions d'éthique, s'est retrouvé incapable de bouger dans le sens attendu des Québécoises et des Québécois. Donc, en conséquence, ça a été une session difficile pour les Québécois. Et, je peux bien le dire, elle fut difficile pour nous, à l'opposition, parce que nous partageons la colère des Québécois. Nous n'aimons pas ce qui arrive actuellement au Québec, nous ne sommes pas venus en politique pour ça. Nous sommes venus en politique pour faire respecter la démocratie.

Les Québécois nous ont confié un mandat, c'est celui de surveiller le gouvernement, de lui demander des comptes sur ce qu'il fait, mais de lui demander des comptes aussi sur ce qu'il ne fait pas. Et, aujourd'hui, comme opposition officielle, nous n'avions pas d'autre choix: nous relayons ici même le message des Québécoises et des Québécois qui, de façon presque unanime, ont perdu toute confiance envers ce gouvernement. Et il y a plusieurs raisons à cette méfiance qui s'est instaurée.

Le premier ministre, les membres du gouvernement libéral en font parfois le reproche à l'opposition, le roi est nu, et nous devrions le cacher. Que souhaitent-ils? Que nous nous fassions complices de leur incurie? On a dit, on a écrit beaucoup sur le climat qui a prévalu en Chambre, ces derniers mois. Les chroniqueurs, les analystes ont distribué les blâmes, se sont assurés d'ailleurs de les répartir. Nous, de l'opposition, et contrairement au gouvernement, nous sommes capables de reconnaître les conséquences de notre action.

Mais il y a une chose sur laquelle tous les chroniqueurs, analystes, éditorialistes se sont entendus: le climat politique actuel malsain est causé par le refus du premier ministre de tenir une commission d'enquête publique sur l'industrie de la construction, et ce, en raison des révélations des derniers mois. Dans tous les médias regroupant l'ensemble du spectre politique, c'est le constat que chacun est forcé de poser parce que les raisons évoquées par le gouvernement pour refuser cette enquête, elles ne tiennent pas, Mme la Présidente. Les enquêtes policières, nous les appuyons. Elles ne suffisent pas, les policiers eux-mêmes sont venus le dire devant cette Assemblée. Les lois adoptées? Je le disais au premier ministre ce matin, on ne peut pas administrer un remède sans avoir identifié d'abord la maladie.

Or, ce gouvernement a agi dans la précipitation. D'ailleurs, c'est souvent comme ça, avec le gouvernement. Son action n'est jamais motivée par une vision à long terme mais par son besoin de survivre à la journée. Ce n'est même pas un gouvernement à la petite semaine, Mme la Présidente.

Vous le savez, le climat actuel porte ombrage à l'ensemble d'une industrie majeure, importante, mais porte ombrage aussi à nos institutions. Pensez aux élections municipales qui se sont tenues dans un climat malsain, ce qui a donné lieu à une désaffection record. Des allégations, des menaces de violence sur les chantiers, on se croirait revenus aux années soixante-dix. Encore hier, l'annonce de l'attentat sur la voiture du directeur général de la FTQ-Construction a de quoi inquiéter. Dans un tel contexte d'ailleurs, Robert Bourassa avait appelé la commission Cliche. Et les révélations continuent actuellement, se poursuivent, notamment quant à la Commission de la construction du Québec, parce que les soupçons atteignent maintenant le gouvernement libéral, sa gestion et le mode de financement de son parti politique.

Le nombre de contrats octroyés sans appel d'offres a explosé au ministère des Transports. Des ministres ont dit qu'il était tout à fait normal que des entreprises puissent donner à leur parti politique. L'un d'entre eux a admis que chaque ministre se voyait fixer un quota de financement de 100 000 \$, se mettant à risque, on en conviendra, Mme la Présidente.

Un ancien Procureur général du Québec est venu dire que certaines nominations de juges étaient décidées par de grands donateurs du Parti libéral. L'un d'entre eux a répondu que c'était tout à fait normal, qu'il était même déjà intervenu au sujet d'autres nominations. Au même moment, nous avons découvert que le montant annuel des contributions reçues par le gouvernement, par le parti

gouvernemental doublent selon qu'il soit au pouvoir ou dans l'opposition.

En parallèle, nous questionnions le gouvernement sur un tout autre sujet: l'octroi de places en garderie. Ici, on a eu droit à du grand vaudeville. D'abord, je veux saluer le travail remarquable effectué par le député de Gouin. Ce n'était pas facile. Lorsqu'il a questionné le ministre sur le fait que des gens siégeant sur son association de comté, contributeurs du Parti libéral, avaient reçu des places en garderie, il a déclaré, et je cite: Nous avons le racisme dans notre parti. Ça, c'est le ministre de la Famille, député de LaFontaine, qui a dit cela. Aucune explication par ailleurs sur les évaluations négatives que ces projets de garderie, que ces demandes avaient reçues. Aucune explication sur le fait que presque tous les gens qui recevaient des places devenaient spontanément contributeurs libéraux. Nous avons continué à soulever des questions.

Les révélations sur les garderies à vocation religieuse sont un autre exemple d'un gouvernement qui dit une chose, fait son contraire. Le ministre nous traite encore une fois de racistes, trouve que tout est normal, mais change son fusil d'épaule le lendemain. Ce n'est pas le seul changement auquel on a eu droit. Le ministre, qui disait que tout allait bien avec le système un jour a décidé de revenir à l'ancien système qui prévalait sous le gouvernement du Parti québécois et qui convenait à tout le monde le lendemain. Il y a sacrifié ce qui lui restait de crédibilité. Rendu là, ce n'était qu'une question de temps. Pourtant, tous les députés libéraux ici présents se levaient encore en Chambre pour l'applaudir à tout rompre. Voyez où il se trouve maintenant.

On a fini par trouver un moyen de l'évacuer en brandissant une carte de crédit pour acheter la paix, une carte de crédit de la firme BCIA, une firme qui a beaucoup de liens, d'ailleurs, avec le gouvernement libéral, une firme qui a bénéficié des fameux FIER du gouvernement libéral alors qu'elle était au bord de la faillite, une firme qui bénéficie d'un accès au ministre de la Sécurité publique qui fait l'envie même des policiers et des procureurs de la couronne.

La rétrogradation du député de LaFontaine n'a rien changé. La ministre continue de refuser de publier les évaluations, continue de ne pas répondre aux questions. Dans le dossier des garderies, que ce soit le député de LaFontaine ou la députée de Nelligan qui soit aux commandes, la situation est la même. Pourquoi j'insiste sur ce dossier, Mme la Présidente? Parce qu'il illustre parfaitement le comportement systématique de ce gouvernement quant à tous les autres dossiers.

Et, dans le cas de la commission d'enquête sur l'industrie de la construction, ces liens avec l'octroi de contrats et le financement des partis politiques, le premier ministre, le gouvernement, les membres de ce gouvernement refusent de répondre aux questions, tentent de discréditer l'opposition pour faire diversion. Nier, nier tant que l'on peut encore le faire, annoncer un geste insignifiant pour faire diversion encore une fois puis recommencer encore et encore, mais surtout ne jamais répondre franchement, ne jamais faire la lumière, ce comportement, de la part du gouvernement, il est récurrent, il est systématique. Et c'est une autre raison qui nous amène à exprimer le retrait de la confiance des Québécois à l'égard du gouvernement, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente (Mme Houda-Pepin): Alors, merci, Mme la chef de l'opposition officielle. Je reconnais maintenant M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes et de la Réforme des institutions démocratiques. M. le ministre, vous avez huit minutes.

M. Claude Béchard

M. Béchard: Oui, merci, Mme la Présidente. C'est avec beaucoup de plaisir qu'au nom du gouvernement je vais répondre à cette motion de censure. Mes premiers commentaires, c'est: Que de boue lancée en si peu de temps par quelqu'un qui veut prétendre au poste de premier ministre du Québec! Je vous dis,

Mme la Présidente, tout ce qu'on a eu droit pendant huit minutes, c'est des accusations, du lancement de choses d'un bord et de l'autre. Moi, je suis en train de penser qu'elle était en train de secouer son foulard blanc puis qu'elle enlevait tout ce qui était tombé dessus depuis qu'elle l'a sorti, il y a deux semaines, tellement il y avait de la boue dessus puis qu'elle essayait d'arroser tout le monde.

Mais, Mme la Présidente, les gens, les Québécois voient clair aussi, là. Quand elle disait, en commençant son discours: En qui les gens ont-ils perdu confiance?, est-ce qu'ils ont confiance, les gens, en un gouvernement qui veut faire le ménage, qui prend les mesures pour faire le ménage et qui fait le ménage ou encore en une opposition qui, à chaque fois qu'ils dénoncent quelque chose, ils se retournent de bord puis ils se rendent compte, ils disent: Aïe!, c'est vrai, c'est nous autres qui avons fait ça ou ça a un lien avec nous autres?

****(12 h 30)****

Elle est en train d'accuser, Mme la Présidente, la chef de l'opposition, l'ensemble du secteur de la construction au Québec en disant qu'à peu près tout le monde et leurs cousins sont pourris, sont croches et sont dans des magouilles. C'est à peu près ça qu'elle nous dit ici aujourd'hui. À la FTQ, elle disait: C'est quelques individus seulement. Quand les portes sont closes, c'est drôle, ce n'est pas le même niveau de langage qui est là. Et, en plus, elle vient nous dire que le niveau de langage ici, à l'Assemblée, le comportement n'est pas digne, ou quoi que ce soit. Pour plusieurs collègues, là, depuis 2003. On a vu passer des gens comme M. Landry, M. Boisclair, Mme Harel, M. Gendron, on n'a jamais atteint le niveau qu'on a aujourd'hui. Probablement que c'est l'engagement qu'elle-même avait fait, le 14 avril 2003, qu'elle en brasserait. Bien là, elle en brasse, et ça donne le résultat qu'on a aujourd'hui ici, à l'Assemblée nationale.

Mais, plus que ça, pour revenir dans les mesures qui ont été prises, comme telles, par notre gouvernement, sur la construction, sur les autres secteurs, je veux juste en prendre quelques-unes, que ce soit au niveau du Conseil du trésor, où on a amélioré les mesures pour s'assurer de l'intégrité des entreprises avec lesquelles on travaille, on a une nouvelle politique pour donner aux ministères et organismes gouvernementaux des lignes de conduite à suivre dans le cadre de processus d'appel d'offres, Revenu Québec, qui augmente les contrôles fiscaux relatifs au secteur de la construction, les Affaires municipales, qui ont déposé un projet de loi, le projet de loi n° 76, qui a été déposé le 1er mars 2010, le ministre du Travail, le projet de loi n° 73, qui a été déposé, la ministre des Transports a annoncé une série de mesures aussi, et, moi, j'ai eu l'occasion de déposer le projet de loi... un projet de loi, à l'époque, qui a été rescindé en deux projets de loi, dont le projet de loi n° 93 pour améliorer le financement des partis politiques, toutes des choses qui ont été faites ou qui sont en cours. Alors, au lieu d'attendre d'avoir une commission, un spectacle, un show qui va donner des résultats dans un an, dans deux ans, on est déjà à l'action, on est déjà sur le terrain.

Alors, c'est à croire... Qu'est-ce que veulent les gens d'en face? Que les comportements continuent, qu'il y ait des comportements illégaux, qu'il y ait des choses qui ne sont pas correctes qui continuent de se faire? Si c'est ça qu'ils veulent, c'est sûr que le meilleur moyen, c'est de tout arrêter, puis faire une seule commission d'enquête, puis dire: Tout est là, puis les autres vont continuer de courir puis avoir des comportements qui sont illégaux. Puis ce n'est pas ça qu'on veut, nous. Et ça, mes collègues l'ont mentionné à plusieurs reprises dans les dernières semaines, dans les derniers mois. On l'a dit et on le redit, nous voulons de l'action maintenant, on veut passer à l'action maintenant.

Mais, le plus drôle, Mme la Présidente, à deux ou trois niveaux qu'on a relevés, entre autres quand on parle de garderies... Souvenons-nous, à l'époque, en 2001... 2000, 2001, 2002, 2003, notre collègue de Notre-Dame-de-Grâce, à l'époque, qui se levait à chaque fois en demandant au gouvernement péquiste, à l'époque, de dire: Ça prend des places. Ça prend des places pour les enfants. Arrêtez d'être dogmatiques, d'être contre le privé, d'être contre tous ceux qui ne sont pas dans votre dogme, de dire

que c'est des CPE que ça prend, point. Et ce qu'on se faisait dire, c'était non. Ils sont même allés jusqu'à couper les allocations familiales, ce qui faisait qu'il y avait deux sortes de familles au Québec, ceux qui gagnaient à la loterie d'avoir une place en CPE, en garderie subventionnée, puis toutes les autres, qui n'avaient plus rien. C'était ça, votre régime. C'était exactement ça, votre régime. Vous avez beau lever les bras en l'air, c'était exactement ça que vous faisiez.

La Vice-Présidente (Mme Houda-Pepin): M. le ministre, s'il vous plaît, vous vous adressez à la présidence.

M. Bécharde: ...et, Mme la Présidente, c'est exactement ça qui se passait. Qu'est-ce qu'on a fait quand on est revenus? Oui, on a ouvert au privé. Oui, on a ouvert davantage au familial. Mais en plus on est arrivés avec un retour de Soutien aux enfants, d'aide pour toutes les familles du Québec, ce qui a fait en sorte qu'on a été proclamés le paradis des familles, au Québec.

Alors, je ne comprends pas qu'aujourd'hui, si ce n'est que parce qu'ils sont encore philosophiquement contre le secteur privé... cet acharnement-là sans arrêt pour essayer de trouver une bibitte quelque part puis un problème quelque part. Mais ça, c'est devenu plus philosophique et dogmatique que réel. Tant mieux! C'est leur problème. Ils en répondront aux parents. Ils choisissent le salissage plutôt que les places pour les familles, et ça, c'est leur choix.

Mais le plus drôle de tout, le plus drôle de tout, Mme la Présidente, c'est quand, en face, là, on s'en vient avec des foulards blancs nous parler de financement et de financement de parti politique, et là de supposés complots, d'organisation entre le Parti libéral... puis tout ça. Je vais vous dire une chose, votre foulard, il en a mangé une dans les dernières semaines, là.

Moi... Écoutez, ce n'est pas un ministère de la souveraineté que ça vous prendrait, c'est presque un ministère de la parenté. Ce serait le seul ministère... D'après moi, il rentrerait plus d'argent qu'il en sortirait. Parce que ce qu'on a découvert dans les dernières semaines... Puis je ne porte pas d'accusation, là, le DGE est en train de vérifier tout ça. Mais le système qu'on est en train de découvrir ou ce qu'on est en train de voir, c'est que c'est une organisation où la parenté prend beaucoup de place.

Et ce n'est pas plus logique de dire que quelqu'un a le droit de donner de gros montants quand il travaille dans un club vidéo puis il donne 2 000 \$, 3 000 \$, 1 700 \$, 1 725 \$. J'aimerais ça... J'ai presque envie de... En tout cas, je vais le dire à mes enfants, si, à un moment donné, s'ils ont envie d'aller travailler dans un club vidéo, avoir l'adresse, ils vont aller porter leurs CV. Ça a l'air à être un bon club vidéo, où ça fonctionne bien. Mais là on va vérifier tout ça, le DGE va vérifier tout ça.

Mais c'est la bonne vieille théorie de l'arroseur arrosé. On essaie de blâmer tout le monde, puis, à un moment donné, woup! c'est sur ton foulard que ça tombe. Bien là, qu'est-ce que tu fais avec ton foulard? Bien, tu fais comme aujourd'hui, tu essaies de le nettoyer, là, la dernière journée de l'Assemblée nationale, puis d'envoyer ça sur tout le monde, puis de friser ça sur tout le monde, alors qu'on sait, en bout de ligne, que finalement c'est une façon qui a été probablement trouvée pour financer la famille. Moi, ma famille m'aime beaucoup aussi, mais, au party de Noël, là, même quand on se dit: Cette année, là, le party de Noël, pour ne pas se casser la tête, là, on va se donner ça en argent; je n'ai jamais eu de gros montant de même!

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Bécharde: Je n'en ai jamais eu. Peut-être, c'est pour ça que, cette année, j'ai dit: Donnez-moi pas ça en argent, essayez de trouver quelque chose, là. J'aime mieux trouver ça, quelque chose comme ça, parce que, sinon, j'aimerais ça, moi, être invité à ces partys de Noël là et pouvoir profiter de ces cadeaux-là.

Mais ce qu'il y a de plus ironique dans tout ce qui est sur la table présentement, pour parler de cette enquête-là qui est demandée sans arrêt, c'est qu'on dirait que les gens d'en face ne veulent pas que la vérité sorte, ne veulent pas que les comportements illégaux prennent fin, que, s'il y a des gens qui font des choses illégales, on les arrête. Ils n'en veulent pas de ça. Ce qu'ils veulent, c'est créer un climat où la méfiance... où on va faire croire que tout le monde est croche, que tout le monde est de travers, que le milieu de la construction est tout de travers... puisse se continuer.

Mais la meilleure façon, je vous dirais, de conclure cette session-ci: les gens d'en face, depuis des mois demandent une commission d'enquête, demandent qu'on fasse des vérifications, demandent au DGE de vérifier, bien, ils sont en train d'en avoir une, puis ça porte sur la chef de l'opposition. Alors, je ne suis pas sûr que c'est ce qu'ils souhaitaient en commençant à demander des enquêtes, mais le résultat actuel, c'est que, oui, il y en a, des enquêtes, puis ça porte sur la chef de l'opposition. Merci.

La Vice-Présidente (Mme Houda-Pepin): Alors, compte tenu...

Des voix: ...

La Vice-Présidente (Mme Houda-Pepin): À l'ordre, s'il vous plaît! Compte tenu qu'il n'y a pas d'autres interventions des autres oppositions, je vous propose, pour le temps qu'il reste, de prendre deux minutes de chaque côté, ou on passe directement à l'intervention de la réplique.

Une voix: ...

La Vice-Présidente (Mme Houda-Pepin): À la réplique. Très bien. Est-ce que c'est... O.K. Mme la chef de l'opposition, pour votre temps de parole de 10 minutes, pour la réplique.

Mme Pauline Marois (réplique)

Mme Marois: Alors, merci, Mme la Présidente. Rapidement, pour revenir sur les propos du député de Kamouraska-Témiscouata, je préfère que ma famille participe au financement de ma campagne au leadership plutôt que ce soient des contracteurs d'asphalte qui reçoivent des permis, des permis parce qu'ils... des permis et des contrats parce qu'ils financent le Parti libéral ou financent les garderies, financent les... le ministre qui donne des permis de garderie. Je crois que, là, c'est aller très bas, Mme la Présidente.

On peut bien parler de M. Schreiber qui a...

La Vice-Présidente (Mme Houda-Pepin): Un instant, Mme la chef de l'opposition. Il y a une personne... il y a une seule personne qui a la parole. J'apprécierais... j'apprécierais votre collaboration pour qu'on puisse entendre sa réplique, dans l'ordre, s'il vous plaît. Mme la chef de l'opposition officielle.

Mme Marois: Quand 80 personnes d'une même entreprise contribuent à hauteur d'entre 1 000 \$ et 3 000 \$ à la campagne du chef du gouvernement, du premier ministre du Québec, il me semble qu'on devrait être capables de soulever quelques questions. D'ailleurs, nous sommes... nous trouvons que c'est tellement indécent que nous demandons justement qu'il y ait une enquête pour qu'on puisse faire le lien, s'il y a lieu -- et c'est ça, l'objet de notre présentation aujourd'hui, de notre motion -- entre le financement des partis politiques et l'octroi de contrats, et en particulier dans le domaine de la construction.

Non, Mme la Présidente, ce n'est pas toute l'industrie de la construction qui est corrompue. Cependant, ce que l'on sait, c'est qu'il y en a qui le sont, Mme la Présidente. Il y en aurait un seul, et il faudrait intervenir. Or, nous savons que tous les faits qui nous sont apportés font référence à des systèmes, Mme la Présidente, et ce n'est pas l'intervention d'un policier qui peut porter une plainte au criminel qui va démolir ces systèmes-là, seule une commission d'enquête... qui n'est pas un show -- qui n'est pas un

show, M. le ministre -- une commission d'enquête sérieuse présidée par des gens sérieux qui vont être capables de faire la lumière sur ce qui est inacceptable.

****(12 h 40)****

Jour après jour, des faits apparaissent: collusion, corruption, malversation, appels d'offres truqués, factures gonflées, travail au noir, infiltration du crime organisé et violence, M. le Président... Mme la Présidente. Jusqu'où va-t-on attendre avant de poser des gestes responsables?

En fait, actuellement, la population québécoise est absolument outrée du comportement du gouvernement. Les Québécois et les Québécoises refusent ce que ce gouvernement est en train de faire au Québec. Ils constatent en fait que le gouvernement n'est pas prêt de s'amender et ne veut surtout pas s'amender. Ce gouvernement, il est actuellement en rupture de légitimité. Il a rompu avec son mandat demandé et obtenu en élection, il a rompu avec ses responsabilités historiques, il a rompu avec sa propre tradition politique et, sur le dossier de l'éthique, il a rompu avec la morale la plus élémentaire.

Rarement n'a-t-on vu, dans toute l'histoire du Québec, une telle unanimité. En fait, c'est quasiment un exploit, entre vous et moi, en politique, que de faire l'unanimité, sauf lorsque c'est contre soi-même, et c'est ce qui arrive exactement au gouvernement libéral. Les citoyennes et citoyens du Québec sont en colère. De sondage en sondage, ils sont plus de 80 % à souhaiter, désirer et demander la tenue de cette commission d'enquête. Aucun des gestes poussifs du gouvernement n'a fait fléchir ce mouvement, et ils le savent mieux que nous encore. Aux quatre coins du Québec, différentes formes de protestations s'expriment. On a eu, entre autres, cette manifestation. Elle était contre le budget, vous allez me dire, 50 000 personnes dans la rue, mais aussi on s'inquiétait de la commission d'enquête. Ça démontre comment les Québécois sont à fleur de peau, comment chaque action de leur gouvernement leur apparaît soupçonnable. C'est compréhensible quand on sait que ce gouvernement paie 30 % trop cher pour des travaux routiers, des travaux d'infrastructures alors qu'on est en train d'investir 40 milliards dans nos routes. Il y a de quoi être en colère de voir nos taxes monter.

Mme la Présidente, plusieurs ont trouvé l'opposition dure pendant cette session parlementaire. Juste cette motion que nous débattons, nous sommes conscients qu'elle est inusitée. Eh bien, vous devriez voir les messages que nous recevons de nos concitoyens, des appels téléphoniques, des courriels, des citoyens qui nous interpellent sur la rue, dans nos circonscriptions. Tout au long de la session, nous avons eu à gérer nos propres émotions pour éviter de nous laisser emporter. Ce que vous avez vu en Chambre, c'est l'expression la plus modérée, la plus rationnelle et la plus contenue possible du dépit que nous sentons monter autour de nous.

Les chroniqueurs, les analystes, les éditorialistes, tour à tour, ont demandé au gouvernement de tenir cette enquête. Ils sont témoins, eux aussi, de l'inquiétude et du mécontentement de la population. Même eux avouent qu'ils se font régulièrement interpellé pour savoir si ce premier ministre, manifestement blasé de ses responsabilités, va s'accrocher au pouvoir. Il suffit de lire les pages forums dans les journaux, écouter les lignes ouvertes, suivre les réseaux sociaux. La grogne, elle ne s'étendra pas... elle ne s'éteindra pas d'elle-même, Mme la Présidente. Si le premier ministre répète, comme il l'a fait à la dernière session, qu'il faisait le choix politique d'attendre que cette population se fatigue d'elle-même, cela revient ouvertement à dire qu'il s'en remet à l'apathie des électeurs pour sauver sa peau.

René Lévesque parlait du devoir, pour les hommes et les femmes politiques, d'agir dans le but d'éviter qu'une société ne connaisse les secousses de l'écoeuement. Avant même de craindre d'en venir là, le premier ministre pourrait-il enfin se décider à agir? Tous les moyens pour le rappeler à l'ordre ont été tentés: les moyens parlementaires traditionnels, la réunion unanime des voix de tous les députés de l'opposition, dont les partis, d'ailleurs, ont recueilli plus de 55 % des votes à la dernière élection. Ce gouvernement, son premier ministre ont refusé les demandes de la société civile, celles des gens qui ne

se font pas souvent entendre et qui sont venus jusqu'ici pour nous exprimer leur point de vue. Oui, des représentants des syndicats, d'associations professionnelles, des policiers, des représentants des policiers, des coroners. Il faut le faire, Mme la Présidente. Pas des coroners, pardon, des procureurs de la couronne, excusez-moi. Il faut le faire, Mme la Présidente. Des associations d'ingénieurs, d'architectes, coalition Corruption Zéro, des groupes de jeunes et, Mme la Présidente, si vous le permettez, des municipalités aussi, et, si vous le permettez, je vais vous demander de déposer des résolutions adoptées par plus de 119 municipalités, des MRC, des conseils d'arrondissement. Est-ce que vous permettez, Mme la Présidente, que nous déposions ces documents?

Documents déposés

La Vice-Présidente (Mme Houda-Pepin): Est-ce que j'ai le consentement pour le dépôt? Consentement, Mme la chef de l'opposition.

Mme Marois: Merci, Mme la Présidente. 119 municipalités, des MRC et des conseils d'arrondissement représentant plus de 3,5 millions de personnes. 3,5 millions de personnes. Qu'est-ce que ça va prendre de plus, Mme la Présidente, pour convaincre ce gouvernement? On a même fait appel, demandé aux députés libéraux de faire preuve de dignité, de courage en rejoignant la population québécoise dans ce consensus. En fait, Mme la Présidente, l'histoire va les juger. Elle les a déjà en partie jugés. C'est un gouvernement de fin de régime. Ça s'entend, ça se voit, ça se sent: aucun dossier ne se réalise, aucun dossier ne respecte les échéances qu'ils se sont eux-mêmes données. On devait avoir un code d'éthique à cette session, le gouvernement s'est traîné les pieds.

Des voix: ...

La Vice-Présidente (Mme Houda-Pepin): Mais, Mmes et MM. les députés... Mmes et MM. les députés, la parole...

Une voix: ...

La Vice-Présidente (Mme Houda-Pepin): S'il vous plaît, Mme la députée de Matapédia, on ne s'interpelle pas en cette Chambre. S'il vous plaît, j'ai besoin de votre collaboration. J'ai besoin de votre collaboration, c'est la chef de l'opposition qui a la parole. Poursuivez, Mme la chef de l'opposition.

Mme Marois: Merci, Mme la Présidente. Oui, un code d'éthique que nous souhaitons adopter. On a rappelé ce document mal fait, mal foutu, pour lequel on va présenter des dizaines d'amendements à trois semaines avant la fin de la session, sachant que c'était complexe, que c'était un exercice qui allait être difficile.

Ce matin, la ministre responsable de la Famille, qui avait pris un engagement de modifier les règles pour reconnaître les demandes de permis en garderie ou contrer le développement de certaines formes de garderies commerciales, n'a toujours pas déposé le projet de loi.

Est-ce que vous voulez qu'on parle du CHUM? Est-ce que vous voulez qu'on parle du CUSM? Est-ce que vous voulez qu'on parle de l'échangeur Turcot, de la rue Notre-Dame?

Mme la Présidente, il n'y a qu'une seule conclusion à tirer, le gouvernement a choisi le prix politique de refuser une enquête plutôt que de vivre le risque d'en tenir une. Il a choisi, comme il le fait souvent, de préférer ses intérêts partisans à ceux de la nation québécoise. Il avait oublié de compter sur une donnée, la volonté des citoyens et des citoyennes du Québec. Fort bien, le gouvernement vivra avec les choix qu'il a faits. Il préfère s'entêter plutôt que de tenir une commission d'enquête. Une commission d'enquête aura lieu. La volonté des Québécois sera respectée. Un nouveau gouvernement les écoutera, un gouvernement qui aura une certaine idée du Québec conforme à ce qu'il est, un gouvernement qui n'aura

qu'un seul maître, un gouvernement au service du peuple québécois, Mme la Présidente.

Mise aux voix

La Vice-Présidente (Mme Houda-Pepin): Alors, je vous remercie, Mme la chef de l'opposition officielle. Nous allons maintenant procéder à la mise aux voix de la motion de Mme la chef de l'opposition officielle, qui se lit comme suit:

«Que l'Assemblée nationale du Québec retire sa confiance au gouvernement libéral et à son premier ministre pour son refus obstiné de déclencher une enquête publique et indépendante sur l'ensemble des allégations liées à l'industrie de la construction, à l'octroi de contrats gouvernementaux, de permis ou de subventions ainsi que sur le financement des partis politiques.»

Cette motion est-elle adoptée?

M. Gautrin: Vote par appel nominal, madame.

La Vice-Présidente (Mme Houda-Pepin): Vote par appel nominal. Alors, qu'on appelle les députés. Alors, je vais suspendre quelques instants pour attendre l'arrivée des députés.

(Suspension de la séance à 12 h 50)

(Reprise à 13 heures)

La Vice-Présidente (Mme Houda-Pepin): Alors, nous allons maintenant procéder à la mise aux voix de la motion de Mme la chef de l'opposition officielle, qui se lit comme suit:

«Que l'Assemblée nationale du Québec retire sa confiance au gouvernement libéral et à son premier ministre pour son refus obstiné de déclencher une enquête publique et indépendante sur l'ensemble des allégations liées à l'industrie de la construction, à l'octroi de contrats gouvernementaux, de permis ou de subventions ainsi que sur le financement des partis politiques.»

Que les députés en faveur de cette motion veuillent bien se lever.

Le Secrétaire adjoint: Mme Marois (Charlevoix), M. Bédard (Chicoutimi), M. Cloutier (Lac-Saint-Jean), Mme Beaudoin (Rosemont), Mme Malavoy (Taillon), Mme Lapointe (Crémazie), M. Simard (Richelieu), M. Aussant (Nicolet-Yamaska), Mme Doyer (Matapédia), M. Trottier (Roberval), M. Ferland (Ungava), Mme Champagne (Champlain), Mme Bouillé (Iberville), Mme Beaudoin (Mirabel), M. Bergeron (Verchères), Mme Richard (Duplessis), M. Girard (Gouin), M. Ratthé (Blainville), Mme Poirier (Hochelaga-Maisonneuve), M. Bérubé (Matane), M. Blanchet (Drummond), Mme Hivon (Joliette), M. Marceau (Rousseau), Mme Maltais (Taschereau), Mme Léger (Pointe-aux-Trembles), M. Drainville (Marie-Victorin), M. Curzi (Borduas), M. Pagé (Labelle), M. Pinard (Saint-Maurice), M. Pelletier (Rimouski), M. St-Arnaud (Chambly), Mme Richard (Marguerite-D'Youville), M. Kotto (Bourget), M. Dufour (René-Lévesque), M. Lemay (Sainte-Marie--Saint-Jacques), M. Gaudreault (Jonquière), M. McKay (L'Assomption), M. Rebello (La Prairie), M. Turcotte (Saint-Jean), M. Villeneuve (Berthier), M. Gauvreau (Groulx), M. Tremblay (Masson), M. Charette (Deux-Montagnes), M. Robert... M. Leclair (Beauharnois), pardon, M. Robert (Prévost), M. Pelletier (Saint-Hyacinthe), M. Traversy (Terrebonne), M. Boucher (Johnson).

M. Deltell (Chauveau), Mme Roy (Lotbinière), M. Bonnardel (Shefford).

M. Khadir (Mercier), M. Picard (Chutes-de-la-Chaudière), M. Caire (La Pelttrie).

La Vice-Présidente (Mme Houda-Pepin): Alors, que les députés contre cette motion veuillent bien se

lever.

Le Secrétaire adjoint: M. Charest (Sherbrooke), M. Dupuis (Saint-Laurent), Mme Normandeau (Bonaventure), Mme Gagnon-Tremblay (Saint-François), Mme Courchesne (Fabre), Mme Beauchamp (Bourassa-Sauvé), M. Bachand (Outremont), M. Bolduc (Jean-Talon), Mme Weil (Notre-Dame-de-Grâce), Mme Ménard (Laporte), M. MacMillan (Papineau), M. Simard (Dubuc), M. Auclair (Vimont), Mme St-Pierre (Acadie), M. Dutil (Beauce-Sud), Mme James (Nelligan), Mme Vien (Bellechasse), Mme L'Écuyer (Pontiac), M. Bernier (Montmorency), M. Corbeil (Abitibi-Est), Mme Thériault (Anjou), M. Gignac (Marguerite-Bourgeoys), M. Arcand (Mont-Royal), M. Bécharde (Kamouraska-Témiscouata), M. Moreau (Châteauguay), Mme Boulet (Laviolette), M. Lessard (Frontenac), M. Hamad (Louis-Hébert), Mme Blais (Saint-Henri--Sainte-Anne), Mme Charlebois (Soulanges), M. Marsan (Robert-Baldwin), M. Paradis (Brome-Missisquoi), M. Marcoux (Vaudreuil), M. Kelley (Jacques-Cartier), M. Bergman (D'Arcy-McGee), M. Gautrin (Verdun), M. Ouimet (Marquette), M. Whissell (Argenteuil), M. Bachand (Arthabaska), M. Bernard (Rouyn-Noranda--Témiscamingue), M. Morin (Montmagny-L'Islet), M. Paquet (Laval-des-Rapides), M. Reid (Orford), M. Dubourg (Viau), Mme Gaudreault (Hull), Mme Gonthier (Mégantic-Compton), M. Sklavounos (Laurier-Dorion), Mme Vallée (Gatineau), M. Huot (Vanier), M. Diamond (Maskinongé), M. Chevarie (Îles-de-la-Madeleine), Mme Charbonneau (Mille-Îles), M. Billette (Huntingdon), M. Lehouillier (Lévis), M. Mamelonet (Gaspé), M. Matte (Portneuf), M. Pigeon (Charlesbourg), Mme Rotiroti (Jeanne-Mance--Viger), Mme St-Amand (Trois-Rivières), M. D'Amour (Rivière-du-Loup).

La Vice-Présidente (Mme Houda-Pepin): Y a-t-il des abstentions? M. le secrétaire général.

Le Secrétaire: Pour: 54

Contre: 60

Abstentions: 0

La Vice-Présidente (Mme Houda-Pepin): Un instant! Alors, la motion est rejetée.

Et, comme nous arrivons au terme de nos travaux, je voudrais, M. le premier ministre, Mme la chef de l'opposition, M. le chef du deuxième groupe d'opposition et vous, tous les députés, vous remercier, au nom de la présidence, pour votre précieuse collaboration, malgré que la session a été un peu houleuse. Je vous souhaite un bon retour chez vous.